



Radio Lina



Le 6 octobre 2014

Communiqué de presse

Nous :

- 4 radios nouvellement autorisées à émettre à temps plein en RNT,
- 4 radios associatives de l'économie sociale, chargées d'une mission de communication sociale de proximité, et limitées dans leurs recettes publicitaires,
- 4 radios définies par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) comme étant des radios de Catégorie A,

tenons à réagir aux 2 dernières communications consécutives de la Confédération Nationale des Radios Associatives (CNRA), déclarations du 22 septembre et du 3 octobre derniers (-1- / -2-).

Nous avons la même structure juridique, les mêmes contraintes réglementaires, les mêmes missions d'intérêt général que les radios que vous représentez. Néanmoins, seule la bande de fréquences sur laquelle nous émettons (Bande III) semble de nature à justifier votre discrimination à notre égard, puisque, selon vous, nous existons « au détriment de l'ensemble des radios associatives existantes en FM ».

Pour une organisation nationale représentant des associations, vous ne semblez pas partager l'essentiel des valeurs fondatrices de ce secteur économique « social et solidaire ».

La RNT repose avant tout sur une envie : bousculer les équilibres et les privilèges établis depuis maintenant 30 ans afin de redynamiser l'offre au bénéfice de celles et ceux à qui s'adresse la radio : 43 millions d'auditeurs quotidiens. A notre grand étonnement, il semble que les grands groupes privés ne soient pas les seuls à vouloir protéger à tout prix leurs acquis, aux dépens du pluralisme. Avez-vous déjà oublié que le FSER bénéficie aujourd'hui de 2 millions d'euros initialement prévus uniquement pour la RNT ? Et qu'aujourd'hui ils bénéficient à tous ?

Comment pouvez-vous d'un côté défendre des valeurs fondatrices de notre démocratie, davantage de diversité et de pluralisme sur le spectre, sur tous les territoires ; et de l'autre, les conditionner à votre confort économique et à la politique budgétaire du gouvernement ? Le militantisme et les valeurs s'achèteraient-elles ? A combien les estimez-vous pour le FSER ? Quelques centaines de milliers d'euros, quelques millions ?

Le repli sur soi n'a jamais été une solution, dans quelque domaine que ce soit. L'histoire semble vite oubliée. Heureusement que les militants des radios pirates n'ont pas attendu d'avoir des garanties financières pour mener le combat de la libération et de la libéralisation de la bande FM à la fin des années 70 ! La question du modèle économique était secondaire puisqu'il s'agissait avant tout d'un combat pour le pluralisme et la diversité.

Alors, continuez de défendre votre pré-carré aux dépens des nouveaux entrants, continuez de demander au CSA de ne pas respecter la Loi au lieu d'interpeller le gouvernement pour obtenir les financements nécessaires, continuez de piétiner les valeurs fondatrices du mouvement des radios libres, continuez d'asséner des contre-vérités aux radios -non le coût d'une diffusion RNT, à couverture égale, n'est pas « plusieurs fois supérieur » à la diffusion FM, c'est l'inverse-, mais ne nous considérez pas comme des radios associatives de seconde zone.

Nous sommes les mêmes. Nous n'avons pas, pour notre part, oublié les valeurs sur lesquelles s'est construit le mouvement que nous venons de rejoindre en RNT, celui des radios libres.

***Fréquence India,
Radio Lina,
RME (Radio Mandarin d'Europe),
WRP (World Radio Paris)***